

en vue de porter l'embauchage et les revenus à leur maximum et de réduire ainsi les impôts proportionnellement au revenu national.

Elles soulageaient les provinces et les municipalités de la majeure partie des frais de secours-chômage. Elles augmentaient très sensiblement l'aide fournie par le gouvernement fédéral pour les frais de pension, de bien-être social et d'hygiène publique. Elles donnaient une assurance formelle de l'aide qu'allait fournir le Dominion pour la construction de grand'routes et de routes d'accès aux ressources inexploitées, et pour les travaux publics provinciaux et municipaux entrepris à point en vue de stabiliser l'embauchage et la situation des affaires.

M. Garson était persuadé que ces propositions eussent été beaucoup plus avantageuses si elles avaient été acceptées en avril. Et quand je dis que deux provinces ont signifié leur assentiment, je devrais dire qu'il y en a maintenant trois qui ont souscrit au plan quinquennal. Deux provinces,—les plus peuplées,—estiment qu'elles vont être privées de certains impôts et de pouvoirs d'imposition; d'un autre côté, elles ne se rendent pas compte du formidable montant des subventions qu'elles recevront en retour. De plus, le gouvernement fédéral désire vivement donner suite à son plan d'hygiène, diminuer l'âge d'admissibilité à la pension de vieillesse et appliquer un programme de sécurité sociale. Il est donc temps que nous démontrions à la population canadienne que nous sommes prêts à prendre nos responsabilités.

J'ai peine à comprendre, monsieur l'Orateur, le point de vue de certains membres de l'opposition. Ils soutiennent que le gouvernement est loin de pourvoir suffisamment aux besoins du pays en matière de logement, de pensions de vieillesse, d'allocations maternelles, d'hospitalisation, et ainsi de suite. Tous préconisent un accroissement des crédits et pourtant, malgré cela, leur critique financier, l'honorable député de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell) maintient que le gouvernement ne parle que d'impôts, de dépenses, encore et toujours; jamais d'économies. Eh bien, c'est à mon sens le plus sûr chemin vers le chômage. D'autre part, voici une bonne manchette d'un journal tory qui dit: "Le gouvernement prépare un programme stabilisé pour combattre la hausse des prix."

Monsieur l'Orateur, par votre intermédiaire je désire féliciter le parti libéral de ce qu'il laisse ses membres libres d'exprimer leur avis, sans avoir à redouter l'expulsion, ainsi que cela est déjà arrivé en d'autres partis politiques de certaines régions du Canada. J'estime que, sous un véritable régime démocratique, tous ont le droit d'exprimer leurs vues sans avoir à redouter de sanctions. Je crois aussi qu'il m'incombe d'imiter l'exemple de mon prédécesseur, feu M. John M. Turner, et des autres honorables députés qui ont

exprimé leur avis au sujet des banques et du régime bancaire. A ce propos, je désire citer des extraits d'un discours que M. Turner a prononcé au cours de la session de 1944 et qui est reproduit dans le compte rendu de la séance du 11 mai:

Tous les honorables députés savent que je ne suis pas spécialiste en matière de finance, et que je n'espère pas le devenir. Je ne suis pas non plus mécanicien-expert, et je ne compte pas le devenir. Je sais qu'un dollar vaut cent cents, et c'est peut-être là tout mon bagage de connaissances financières. Quoi qu'il en soit, lorsque je mets ma voiture en marche, je m'aperçois immédiatement que quelque chose ne va pas, bien que je n'en connaisse pas la cause. C'est la même chose en matière de finance. Notre régime financier est foncièrement défectueux. C'est une pieuvre géante qui étouffe la vie économique du pays au moyen du système des intérêts que nous avons adopté. Un changement s'impose à cet égard.

Voici, par exemple, un mémoire qu'a préparé en février dernier la ville de Winnipeg à l'adresse de l'honorable Stuart S. Garson, premier ministre de notre province. Il s'accompagne d'un état des intérêts que la municipalité de Winnipeg a payés à propos de ses obligations de 1939 à 1943, période de 14 ans, et qui s'élèvent au montant formidable de \$40,319,694.20. Ce chiffre ne comprend pas les intérêts que doit verser le service d'eau du Winnipeg métropolitain, qui traverse de part en part ma circonscription. L'intérêt annuel de ce seul service se chiffre par \$800,000. Or, monsieur l'Orateur, si j'allais en ce moment dire à la population de Winnipeg que d'ici 1957 elle devra verser aux prêteurs une somme de près de 50 millions de dollars en intérêt, elle douterait de mes paroles. C'est cependant ce qui est arrivé, et la chose peut se répéter.

Parmi les besoins urgents de la ville, il faut compter l'élimination des taudis, la construction de logements, l'aménagement d'hôpitaux, de parcs et d'autres services publics, et si nous pouvions affecter même la moitié de cette somme, mettons 20 ou 25 millions de dollars à ces fins, je suis convaincu que non seulement le maire, M. Coulter, mais tous les citoyens de Winnipeg en seraient heureux.

Les chiffres que j'ai donnés pour Winnipeg, s'appliquent à presque toutes les provinces, villes et municipalités canadiennes, toute proportion gardée de leur population. Les intérêts rendent toutes les administrations impuissantes et empêchent toutes les régions de progresser normalement. Comment pourraient-elles améliorer leur sort lorsqu'elles doivent traîner cet accablant fardeau?

Considérons la structure des finances fédérales. Avant la guerre, au 31 mars 1939, notre pays avait une dette de \$3,710,610,592.87 et le service annuel des intérêts se chiffrait par \$127,995,616.75; notre passif national, au 31 mars 1943, était de \$9,228,252,012.03 dont les intérêts s'élèvent à \$188,556,249.39 annuellement, soit plus de 15 millions de dollars par mois. C'est une augmentation de plus de 60 millions par an ou environ 5 millions de dollars par mois. C'est un chiffre renversant, et qui sait si la guerre ne durera pas encore deux ou trois ans et si la dette ne s'augmentera pas sensiblement. Nous nous enlisons toujours davantage.

Je le répète, je ne suis pas spécialiste de la finance, mais je sais tout de même que quelque chose cloche sûrement dans cette affaire. Je